

Nous ne pouvons pas nous permettre un grand gouvernement

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

Le Canada a une forme de gouvernement représentatif. En théorie, les députés, élus au scrutin secret dans 338 circonscriptions géographiques,¹ sont censés être nos voix à Ottawa, décidant ensemble des dépenses, de l'orientation politique et des priorités. Dans le meilleur des cas, ces députés et leurs homologues provinciaux nommés au Sénat canadien devraient prendre des décisions avec lesquelles une majorité de Canadiens seraient d'accord . . . ou du moins comprendrais.

Pourquoi tant de décisions prises par le gouvernement (c'est-à-dire les 158 députés libéraux et leurs 25 partisans flagorneurs du NPD) sont-elles si largement méprisées par la majorité des Canadiens aujourd'hui ? Pourquoi les Canadiens ne se réjouissent-ils pas de la répression brutale du discours public ou des initiatives destructrices de l'économie de nos élites élues?

Se pourrait-il que les électeurs canadiens aient été si facilement induits en erreur par la rhétorique réconfortante des socialistes en campagne électorale qu'ils n'aient pas pu lire entre les lignes ? Apparemment, la propagande massive diffusée dans les médias publics et financée en grande partie par les contribuables a été convaincante et a trouvé facilement sa marque dans les générations façonnées par un système éducatif, lui-même défini par les produits laïcs et socialistes de la pensée postchrétienne.

Il est difficile de remonter assez loin pour pouvoir dire où une telle réflexion a commencé à prendre racine au Canada. Il suffit de dire que cela a commencé il y a des décennies et qu'il n'a cessé de croître depuis lors. Ce changement de pensée. . . cet écart par rapport à l'autonomie et à l'attitude indépendante des générations précédentes. . . est à la fois le résultat et la contribution à la croissance inexorable du gouvernement lui-même. Comme l'a dit un jour Barry Goldwater (ancien sénateur américain) : « Un gouvernement assez grand pour vous donner tout ce que vous voulez est assez grand pour prendre tout ce que vous avez. »²

Il est facile de blâmer le gouvernement pour les choses que nous voulons et que nous n'avons pas, comme l'argent, le logement, la nourriture et le carburant. . . ou pour les choses que nous avons et dont nous ne voulons pas, comme l'inflation, la dette et la censure. Mais le gouvernement devrait-il essayer de fournir les nécessités de la vie à ses citoyens ? Est-ce le rôle du gouvernement d'être pourvoyeur d'emplois, de produits d'épicerie et de transport ? Lorsqu'un gouvernement tente de remplir un rôle pour lequel il n'a jamais été conçu, il ne parvient pas à s'acquitter des tâches dont il porte la responsabilité légitime. Le gouvernement ne peut pas être à la fois le serviteur du peuple et la source de ses biens matériels. En fin de compte, il ne parviendra ni à l'un ni à l'autre.

Les gouvernements sont notoirement mauvais dans la gestion des entreprises. Les fonctionnaires ne sont pas des entrepreneurs. Les fermes communales de l'Union soviétique – gérées par des bureaucrates à la demande de politiciens corrompus – n'ont jamais été en mesure de nourrir la population de l'Union soviétique. L'État monolithique était incapable de produire les mêmes récoltes que celles récoltées auparavant par des générations de familles travailleuses. Et quand il y avait une récolte, on la prenait à ceux qui la cultivaient et on la laissait pourrir en tas énormes. Cela était en partie délibéré et en partie parce que la bureaucratie anonyme était tout simplement incapable de gérer judicieusement les ressources.

Le gouvernement canadien (ainsi que la plupart des gouvernements provinciaux et de nombreuses administrations municipales) a dépassé sa capacité fonctionnelle. Elle a oublié ses responsabilités fondamentales et a étendu sa portée à des domaines dans lesquels elle n'était jamais censée opérer. Les dettes massives accumulées à cause de ces excès entravent sa capacité à accomplir ses tâches fondamentales. La monnaie fiduciaire qu'il crée à partir de rien est dépensée pour promouvoir l'avortement dans le monde entier, envoyant le Premier Ministre et ses amis aux conférences sur le climat en Europe et aux défilés de la fierté gay à travers le pays. Ce gouvernement impose d'abord des décrets qui ruinent les entreprises et suppriment des emplois, puis tente de réparer les dégâts en utilisant l'argent emprunté aux futurs contribuables pour permettre aux chômeurs de rester improductifs chez eux.

Ce gouvernement se plaint de l'abordabilité du logement, alors qu'il fait venir des centaines de milliers de nouveaux immigrants qui auront tous besoin d'un logement, de nourriture, d'éducation et d'autres services. Ils prétendent agir ainsi pour combler les pénuries sur le lieu de travail, ignorant le fait que le Canada a tué plus de 4 millions de bébés à naître depuis 1980, l'équivalent de 4 000 salles de classe remplies d'enfants chaque année. Ces bébés auraient été aujourd'hui des citoyens productifs, mais nous avons payé pour qu'ils soient tués et nous payons pour qu'ils soient remplacés par des immigrants (437 000 en 2022, avec plus de 600 000 résidents non permanents).³

Ottawa a besoin non seulement d'un nouveau gouvernement, mais aussi d'une sérieuse réduction des effectifs du gouvernement. Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre d'avoir autant de fonctionnaires bien payés, surtout quand une grande partie de ce que font ces ministères est soit inutile, soit nuisible. Pendant les confinements et fermetures d'entreprises liés à la pandémie de 2020 à 2022, alors que de nombreux Canadiens ont souffert, 89 % des cadres fédéraux ont reçu des primes. La Fédération canadienne des contribuables a découvert qu'« environ 200 millions de dollars en primes ont été distribués aux fonctionnaires [en 2022], même si les objectifs de performance ont été atteints dans moins de 60 pour cent du temps ». ⁴ Durant la même période, le ministère de la Défense Nationale (l'un des rares ministères essentiels du gouvernement fédéral) a connu des compressions budgétaires et une perte de personnel.

Il est temps de freiner. Arrêtez le saignement. Arrêtez les cadeaux aux entreprises et les primes aux bureaucrates. Réduire les niveaux d'immigration pour correspondre à la disponibilité des logements. Réduisez les départements et les effectifs. Équilibrer le budget. Maintenant. Ce sont des sujets difficiles pour les politiciens, mais si nous ne parvenons pas à maîtriser les dépenses et à réduire la bureaucratie gonflée, le Canada sera confronté à la faillite et les Canadiens souffriront davantage de sans-abri, voire de famine. C'est arrivé en Russie. Nous devons apprendre de l'histoire.

Le PHC du Canada⁵ est prêt à aborder ces sujets difficiles.

Notes de bas de page

¹ www.ourcommons.ca/Members/en

² csuitemind.com/quotes/a-government-big-enough-to-give-you-everything-you-want-is-b

³ www.cbc.ca/news/canada/canada-record-population-growth-migration-1.6787428

⁴ nationalpost.com/news/canada/trudeau-government-increased-federal-employees-since-2015

⁵ www.chp.ca/fr/

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent officiel du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.
